



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : 2025/0539
Code AIOT : 0006506767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP implanté LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Moyenne installation de combustion (MCP)", mise en oeuvre à l'occasion de l'entrée en vigueur de nouvelles valeurs limites d'émissions (VLE) pour les installations dont la puissance est supérieure à 5 MW au 01/01/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP
- LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 LE PLESSIS-GASSOT
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité de traitement de terres polluées.

Elle exploite également une installation de cogénération d'électricité et de chaleur par l'exploitation du biogaz issu des casiers de stockage de déchets, objet de cette inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/09/2021, article 1	Demande d'action corrective	9 mois
3	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Demande d'action corrective	3 mois
11	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Demande d'action corrective	9 mois
12	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II	Demande d'action corrective	9 mois
18	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III	Demande d'action corrective	6 mois
19	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/03/2012, article 3.2.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement	Arrêté Préfectoral du 07/09/2021, article 1	Sans objet
4	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Sans objet
5	Appareils destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II	Sans objet
6	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Sans objet
7	VLE Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-I	Sans objet
8	VLE Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	VLE Moteurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III	Sans objet
10	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V	Sans objet
13	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51	Sans objet
14	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Sans objet
15	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64	Sans objet
16	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-I	Sans objet
17	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il peut être notamment retenu que l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion.

Des non-conformités ponctuelles ont été relevées, et une action plus large d'appropriation par l'exploitant de cet arrêté est attendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2021, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Classement du site

Prescription contrôlée :

Tableau de classement du site :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
-	NC	Valorisation du biogaz	Installations connexes à celles visées à la rubrique 2760-2 : installations de combustion utilisant du biogaz – 4 torchères : (5x4 000 m³/h) : 72 MW. – Unité de valorisation du biogaz comprenant 10 groupes : 43 MW

Constats :

La visite démarre par un échange sur le classement des installations de combustion sous la rubrique 2910-B.

L'exploitant indique que selon l'arrêté préfectoral n° IC-21-086 du 7 septembre 2021, l'installation n'est pas soumise au classement 2910. Ce classement entraîne ou non l'opposabilité de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, objet de la présente inspection dans le cadre de l'action nationale sur

les rejets atmosphériques.

Il est établi que cette absence de classement fait suite à une demande de l'exploitant en date du 4 mai 2015, arguant de la connexité des installations de combustion avec celles de l'installation de stockage de déchets non dangereux, en application de la circulaire du 10 décembre 2003. Il avait été donné une suite favorable à cette demande, aboutissant à l'absence de classement sous la rubrique 2910.

Suite à l'inspection, la doctrine sur le classement sous la rubrique 2910 est réinterrogée. Il est confirmé que les installations de combustion de biogaz présentes sur le site doivent être classées sous la rubrique 2910-B. Ainsi, pour la suite de l'inspection, l'arrêté du 03 août 2018 (applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement) est opposé à l'exploitant, qui ignorait de fait être soumis à celui-ci. Néanmoins, des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques sont présentes dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mars 2012, et étaient connues de l'exploitant.

Il est ainsi conclu que la prescription visée ci-dessus doit être actualisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2021, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Puissance installée

Prescription contrôlée :

Tableau de classement du site

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'installation
-	NC	Valorisation du biogaz	Installations connexes à celles visées à la rubrique 2760-2 : installations de combustion utilisant du biogaz – 4 torchères : (5x4 000 m ³ /h) : 72 MW. – Unité de valorisation du biogaz comprenant 10 groupes : 43 MW

Constats :

Le tableau de classement fait état de 10 moteurs classables sous la rubrique 2910. Lors de l'inspection, l'exploitant fait état de 8 moteurs en exploitation.

Il est demandé à l'exploitant, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, de porter-à-connaissance de l'administration les modifications intervenues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, articles R. 515-114, R. 515-115 et R.515-116</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration visée par les prescriptions ci-dessus. Il lui est demandé d'y remédier sous trois mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art. 8
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ; - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son programme de suivi de la qualité du biogaz produit par l'ISDND. Il comprend notamment des mesures des taux de CH₄, O₂ et H₂S, pour lesquels des mesures mensuelles sont effectuées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Appareils destinés à venir en secours électrique ou défaillance technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'application des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé</p>

annuel des heures d'exploitation.
Constats : L'exploitant présente le relevé des heures de fonctionnement pour l'année 2024, qui permet d'établir que les appareils de combustion fonctionnent plus de 500 heures par an. Il est ainsi conclu que les VLE prévues par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 s'appliquent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57		
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence		
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.		
Constats : Afin d'établir quelles sont les VLE les plus contraignantes, l'inspection des installations classées établit le tableau suivant à partir l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012, exprimant les VLE à 5% d'O2, selon la formule : $VLE \text{ à } 15 \% d'O_2 = VLE \text{ à } 5 \% d'O_2 \times (21-15)/(21-5)$		
Paramètre	Concentration max (mg/m³) à 5% O2 – AP du 05/03/2012 (article 3.2.4)	Concentration max (mg/m³) à 15% O2
Poussières	75	28,125
SOx en équivalent SO2	400	150
NOx en équivalent NO2	525	196,875
CO	1200	450

COVNM	50	18,75
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 7 : VLE Moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-I

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE moteurs existants dont la Ptotale > 5 MW et fonctionnant plus de 500 h/an Jusqu'au 31/12/2024

Prescription contrôlée :

- I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :
- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

Combustibles	Puissance	Polluants		
		SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)
Fioul domestique	P < 20 MW	-	225 (1)(2)(3)	-
	P ≥ 20 MW		225 (1)(3)	
Autres combustibles liquides	P < 20 MW	565	225 (1)(2)(3)	40
	P ≥ 20 MW		225 (1)(3)	
Gaz naturel, Biométhane	P < 20 MW	-	100 (4)(5)	-
	P ≥ 20 MW			
Gaz de pétrole liquéfié	P < 20 MW	15	190	-
	P ≥ 20 MW		100 (4)(5)	
Biogaz	P < 20 MW	60	190	-
	P ≥ 20 MW		100 (4)(5)	
Autres combustibles gazeux	P < 20 MW	15	190	-
	P ≥ 20 MW		100 (4)(5)	

(1) Installation enregistrée après le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide) / NOx : 450
 (2) Installation enregistrée avant le 1er janvier 2014 / NOx : 450
 (3) Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide) / NOx : 750
 (4) Installation enregistrée avant le 1er janvier 2014/ NOx : 130
 (5) Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz) / NOx : 190

Constats :

Il est établi que les VLE applicables jusqu'au 31 décembre 2024 selon l'arrêté ministériel du 3 août 2018 sont les suivantes (exprimées à 15% d'O₂) :

SO₂ : 60 mg/Nm³

NOx : 130 mg/Nm³ (car enregistrée avant le 1er janvier 2014)

Poussières : -

Il est ainsi établi que les VLE de l'arrêté du 3 août 2018 sont plus contraignantes que celles de l'arrêté préfectoral de 2012.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : VLE Moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-II

Thème(s) : Actions nationales 2025, Enregist. apr 1/1/14+service avt 20/12/18 – Pt>5MW - >500h – A/C 1/1/25

Prescription contrôlée :

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;

Combustibles	Puissance P (MW)	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)	Poussières (mg/Nm ³)	CO (mg/Nm ³)
Biogaz	P < 5	40	190	-	450
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P < 20				
	P ≥ 20		100 (4)		

Constats :

Les installations ayant été mises en route avant le 1er janvier 2014 comme l'atteste l'arrêté préfectoral du 5 mars 2012, la prescription ci-dessus n'est pas applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE Moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.60-III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Existantes – Ptotale>5MW – enregistrées avant 01/01/14 – A/C du 01/01/2025

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

Combustibles	Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOX (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)
Biogaz	P < 5	60	190	-	450
	5 ≤ P < 10				
	10 ≤ P < 20				
	P ≥ 20		130 (4)		

(4) Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz) / NOX : 190

Constats :

Il est établi que les VLE applicables à compter du 1er janvier 2025 sont les suivantes (exprimées à 15% d'O2):

SO2 : 60 mg/Nm3,

NOx : 130 mg/Nm3

Poussières : -

CO : 450 mg/Nm3.

Il est ainsi établi que les VLE de l'arrêté du 3 août 2018 sont plus contraignantes que celles de l'arrêté préfectoral du 05 mars 2012.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières NH3

Prescription contrôlée :

V. - En cas de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs :

- pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées

<p>à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm³. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm³.</p> <p>- pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne dispose pas de dispositif de traitement des NOx. La VLE n'est donc pas applicable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Autres VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :</p> <p>Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux</p> <p>Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées relève que les paramètres visés par la prescription ci-dessus ne sont pas mesurés, et dès lors le respect des valeurs exprimées ci-dessus ne peut être établi. Il est donc demandé à l'exploitant d'intégrer ces paramètres dans la prochaine campagne de mesures périodiques, prévues au titre de l'article 76 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 12 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE fomaldéhyde
Prescription contrôlée : Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm ³ .
Constats : L'inspection des installations classées relève que le paramètre visé par la prescription ci-dessus n'est pas mesuré. Dès lors, le respect de la valeur exprimée ci-dessus ne peut être rétabli. Il est donc demandé à l'exploitant d'intégrer ce paramètre dans la prochaine campagne de mesures périodiques, prévue au titre de l'article 76 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 13 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.51
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les installations visées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : - abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou - anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou - prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76,77,78,79,80.
Constats : L'arrêté inter-préfectoral DRIEAT-IDF n° 2025-0121 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Île-de-France abaisse les valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, « à l'exception des moteurs, des turbines, des fours industriels et des torches ». Le site n'est donc pas concerné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section : I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).
Constats : Les installations de l'exploitation ne disposent pas de dispositifs secondaires de réduction des émissions. Les dispositions ci-dessus ne sont ainsi pas applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : L'exploitant présente les consignes correspondant aux phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans l'air et dans l'eau dans les conditions fixées au présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
Constats : L'exploitant présente son programme de surveillance relatif aux émissions atmosphériques des installations de combustion. La prescription contrôlée est respectée, dans la limite des non-conformités relevées précédemment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : Il est constaté, à partir des rapports présentés par l'exploitant, que la fréquence annuelle de mesure est respectée. Il a également été vérifié que le laboratoire Socotec, ayant réalisé les mesures, dispose bien de l'accréditation prévue par la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Non-respect VLE

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 56 III. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport EN1D2/24/1678 établi le 22/10/2024 par la société Socotec (moteur 8), et le rapport EN1D2/24/1476 établi le 10/09/2024 par la société Socotec (moteurs 1 à 7, sauf le 6 qui est désinstallé).</p> <p>Dépassements constatés:</p> <p>Moteur 2 :</p> <p>NOx : 350 mg/Nm³ à 5 % d'O₂ (soit 131mg/Nm³ à 15 % d'O₂),</p> <p>Moteur 5 :</p> <p>NOx : 375 mg/Nm³ à 5 % d'O₂ (soit 140 mg/Nm³ à 15 % d'O₂).</p> <p>La VLE Nox est de 130 mg/Nm³ à 15 % d'O₂.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'analyser les causes des écarts constatés, et en tant que de besoin mettre en œuvre les actions correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 19 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2012, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bilan des mesures du programme d'autosurveillance est transmis au minimum trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées relève l'absence de transmission.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se remettre en conformité. Il est précisé que cette transmission doit se faire via l'application GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>